

*Initiatives ministérielles*

vous ne l'aurez pas fait, les gens continueront à rejeter cette taxe et à la combattre. J'estime qu'il faut les appuyer, car cette taxe est foncièrement injuste. Il est anormal d'emprunter de l'argent pour faire des choses contraires à l'intérêt des Canadiens moyens. Je pense que, de façon générale, lorsque tout le monde voit une injustice, il faut se dire: «Arrêtons-nous et écoutons.»

En Angleterre, Maggie Thatcher a décidé qu'elle n'avait pas à écouter, qu'elle était au-dessus de cela, qu'elle était au-dessus de la démocratie. Actuellement, elle paie pour cela. Elle doit répondre à des personnes qui ont été blessées, dans la rue, par leurs concitoyens. Quel genre de pays avons-nous lorsque les gens se battent entre eux plutôt que de payer l'impôt? C'est alors le début d'une crise nationale.

Or, la dernière chose dont nous avons besoin au Canada, étant donné la crise nationale que nous traversons déjà, c'est d'une révolte fiscale. Il incombe à tous les ministres, d'examiner les budgets de leur ministère et de trouver des façons de réduire les dépenses, de diminuer le gaspillage, et chose plus importante encore, de dire au ministre des Finances qu'il doit faire baisser les taux d'intérêt et préciser au gouverneur de la Banque du Canada que sa politique monétaire, qui s'inspire du modèle Thatcher, est tout à fait insensée et coûte des milliards de dollars aux contribuables canadiens.

Alors que les gens poussent des hauts cris et demandent grâce dans tout le pays, peu importe qu'on s'adresse à des agriculteurs ou à des chefs de petite ou moyenne entreprise, les multinationales se moquent de nous car elles peuvent aller emprunter là où les taux sont les plus avantageux, pour pratiquement rien. Nos entreprises canadiennes ne peuvent avoir accès à des capitaux, car nous attirons ces capitaux grâce à des taux artificiellement élevés, afin de rembourser notre dette.

Je ne peux penser à un autre exemple aussi frappant d'incompétence; le gouvernement fédéral accueille avec plaisir les capitaux étrangers, afin de financer notre dette. Pendant des générations, nous l'avons financée nous-mêmes, même si nous avons peut-être rechigné à le faire. Nous y sommes parvenus par le biais des obligations d'épargne du Canada et la mise sur le marché d'autres bons du Trésor à court terme.

Or, il y a quelques années, le gouvernement fédéral a cessé subrepticement de financer notre dette à l'interne. À l'heure actuelle, nous empruntons à l'étranger, ce qui contribue à réduire nos réserves nationales. Les Canadiens qui nous écoutent nous disent deux choses. Ils nous demandent de poursuivre la lutte contre les impôts et contre les emprunts et de dire au gouvernement en termes très clairs que des changements s'imposent, et vite.

• (1750)

Une journaliste du *Winnipeg Free Press* a passé un certain temps à se pencher sur l'un des chaînons manquants dans le régime fiscal canadien. Bien des gens parlent de réforme fiscale, et c'est là l'une des expressions dont on abuse le plus dans le débat politique dernièrement. Le gouvernement a entrepris une réforme fiscale.

Que signifie une réforme fiscale pour un conservateur? Il s'agit de réduire les impôts des sociétés et d'augmenter ceux du contribuable moyen.

Ainsi, depuis 1985, l'année qui a suivi l'arrivée au pouvoir des conservateurs, la croissance de l'économie a été de 20 p. 100 au Canada. Or, l'impôt sur le revenu des particuliers a augmenté de 49 p. 100 et les taxes de vente, de 51 p. 100. Pendant ce temps, les impôts des sociétés ont baissé, en fait, de 10 p. 100. Selon Frances Russell, chroniqueuse au *Winnipeg Free Press*, si le gouvernement Mulroney avait maintenu le taux d'imposition des sociétés en vigueur en 1984, il aurait encaissé 6 milliards de dollars de plus en recettes fiscales. Cette journaliste se fonde sur ce qu'a écrit Allistair Sinclair, économiste à l'Université de Dalhousie, qui a noté que grâce à ces recettes fiscales supplémentaires, le gouvernement aurait pu économiser encore 2 milliards de dollars en frais d'intérêt et ramener ainsi notre déficit de 30 à 22 milliards de dollars.

La tranche d'imposition des contribuables canadiens les plus pauvres est passée de 9 à 17 p. 100. Au cours de la même période, celle des plus riches est tombée de 34 à 29 p. 100. Comme ce 29 p. 100 d'impôt commence à s'appliquer à partir de revenus de 55 000 \$, notre régime fiscal ne fait aucune différence entre les multimillionnaires et la classe moyenne.

Quand les gens lisent ce genre de commentaires sur le régime fiscal canadien, l'incrédulité commence à les gagner. Et quel régime fiscal quand on songe que lorsque le gouvernement a pris les rênes du pays en 1984, il a